

N° 47

4^e ANNÉE

DÉCEMBRE 1899

LE NUMÉRO: 20 CENTIMES

LA
COOPÉRATION DES IDÉES

Revue mensuelle de Sociologie positive

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

PARIS, 157, Faubourg Saint-Antoine, 157, PARIS

SOMMAIRE :

- G. DEHERME *L'Université Populaire et la Presse.*
A.-D. BANCEL *L'Action sociale nécessaire.*
C. G. — G. D. *Les Livres qui font penser.*
-

Abonnement annuel: France, 3 fr. — Etranger, 4 fr.

PARIS

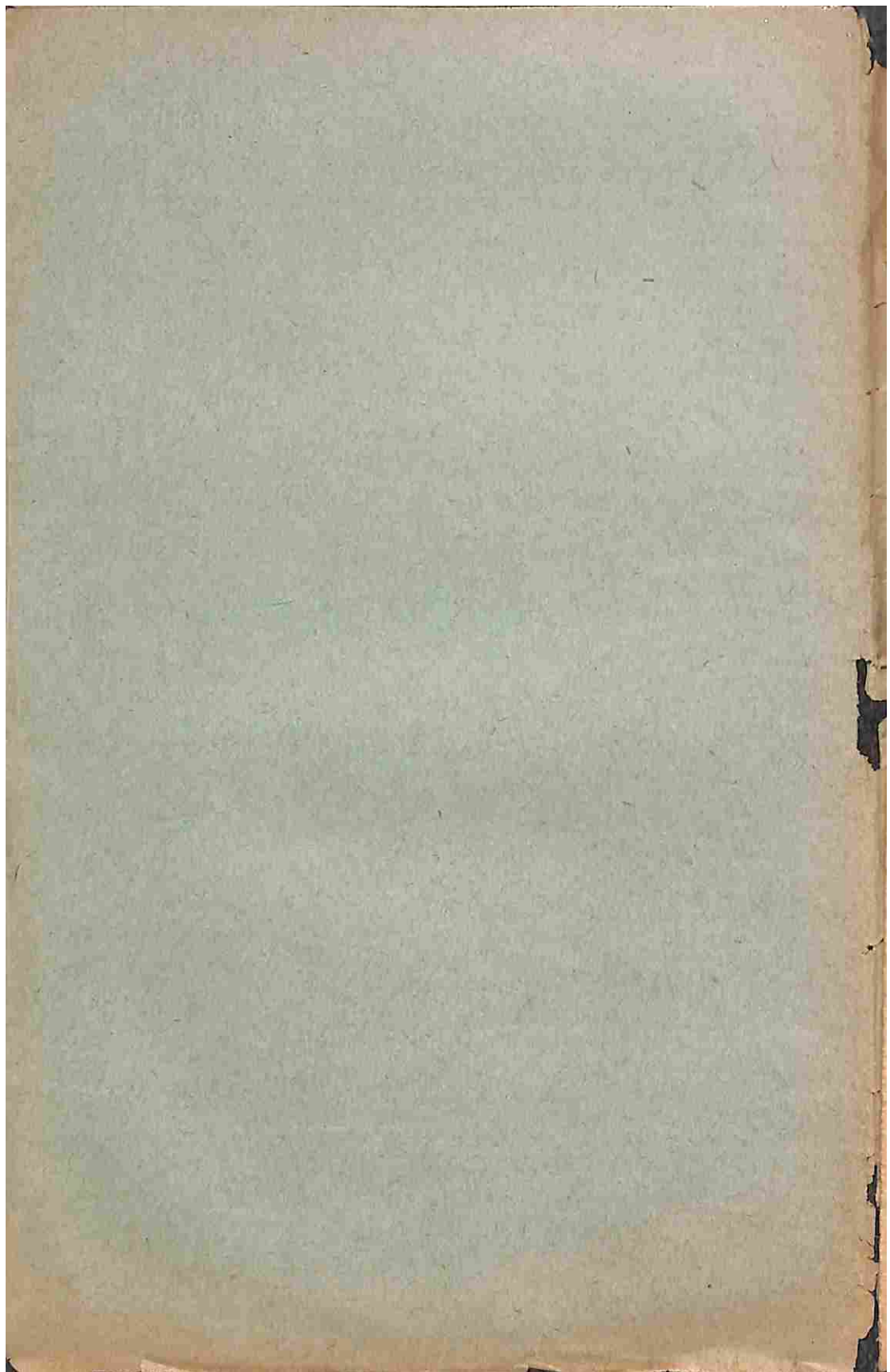
V. GIARD et E. BRIÈRE, EDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1898

LIBRAIRES CORRESPONDANTS :

KATS, 21, rue Courte du Jour, à GAND. | P. KATS, 97, rue Neuve, à BRUXELLES.



LA COOPÉRATION DES IDÉES

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE ET LA PRESSE ⁽¹⁾

« Nous voulons rendre plus difficile le
métier de journaliste et de politicien. »

Nous avons eu d'abord une bonne, une très bonne presse. Je l'avoue, j'en ai été quelque peu surpris — et inquiet. Presque tous les journaux avaient annoncé notre fondation avec des paroles de sympathie, — dont quelques-unes semblaient témoigner qu'ils avaient compris notre œuvre, et qu'ils l'aimaient.

La presse ne nous a pas accoutumés à une telle grandeur, à une telle simplicité dans le bien. J'avais de la méfiance. Je me demandais si tant de sollicitude ne prouvait point qu'on pouvait, malgré nous, utiliser cette œuvre pour un autre but que le nôtre ; si nous ne servions pas, sans le savoir, ce que nous voulons combattre : l'exploitation de l'homme par l'homme ; si, malgré nos déclarations très nettes, notre volonté très ferme de les vivre, notre institution n'autorisait point les espoirs qui ne se disent pas...

C'était un malentendu. On avait pensé peut-être que nos paroles étaient des sonorités pour aguicher les badauds, et que notre action ne les suivrait point. Ceux-là nous connaissaient mal, ils vivent trop dans un monde où l'on abuse des mots. Ils ignoraient ce que nous avons fait, pendant deux ans, rue Paul-Bert.

J'aime mieux ça.

La justice, la liberté, la fraternité ne sont pas des mots dont nous jouons pour endormir le peuple : c'est un idéal que nous proposons à son effort.

* * *

Quelques-uns de ceux qui nous ont apporté un précieux concours de publicité ont tremblé de notre indépendance. Ils ont mal compris notre but. Nous avions dit que nous voulions toute la lumière et toute la justice, et ils croient encore qu'il est des questions dangereuses à traiter devant des ouvriers. Ici, j'ai parfois critiqué sévèrement l'action, ou plutôt l'inaction socialiste ; mais j'ai réservé l'idéal même du socialisme, qui reste une protestation formidable contre l'injustice sociale. Si le socialisme abandonnait ses formules étroites, sa tactique électorale, son sectarisme incompréhensif, son fétichisme économique, son passivisme d'illuminés ou d'esclaves ; s'il était ce qu'il devrait être : l'effort constant, l'organisation des volontés, la coordination des énergies pour l'émancipation intégrale du prolétariat, — qui pourrait, ayant une âme, n'être pas socialiste ? Qui ne le serait, aujourd'hui, avec Proudhon ou Malon ?

(1). Cet article n'engage pas la *Société des Universités populaires*. Contrairement à ce qui a été annoncé dans notre dernier numéro, *La Coopération des Idées* reste l'organe de *L'Université populaire* du Faubourg Saint-Antoine, qui est autonome. La *Société des Universités populaires* ne saurait donc accepter la responsabilité de ce qui se fait au Faubourg Saint-Antoine et de ce qui paraît dans cette revue.

Mais si la plupart d'entre nous tiennent le « socialisme en observation », comme dit M. Faguet, aucun, j'en suis sûr, n'hésite à reconnaître ce qu'il y a de vrai dans le socialisme, et la gravité, l'importance capitale des questions qu'il pose, — et qu'il faut résoudre coûte que coûte. Or ce n'est pas en se cachant la tête dans un buisson qu'on trouvera la, ou mieux les solutions. Il n'y a de questions dangereuses que celles qu'on craint de se poser nettement, que celles qui restent mal définies ou mal connues.

Nous voulons, à l'Université populaire, les aborder toutes et, sinon les résoudre, à tout le moins les mettre en clarté. Nous voulons être des hommes qui ne se laissent pas égarer par les phrases creuses et la polémique violente des journaux et des réunions publiques : Et nous ne saurions négliger la question qui se pose avec le plus de force et le plus de netteté à notre époque, celle de la justice sociale...

Sans doute, les socialistes n'ont pas, malgré leurs prétentions, une solution magique à nous donner ; mais ils ont des idées qui peuvent contribuer à éclaircir les choses et qu'il importe de comparer. — Ce qui est bon pour le *Collège libre des sciences sociales* où vont les jeunes bourgeois est bon pour l'*Université populaire* où vont les ouvriers. Il n'y a à craindre que de l'ignorance et des instincts.

Nous sommes heureux que des socialistes comme MM. Fournière et Prolès soient venus chez nous. Nous espérons qu'ils reviendront, et avec eux MM. Jaurès, Rouanet, etc.

Amicalement, on nous a prévenus qu'une telle indépendance ferait échouer notre tentative. Un mot a été prononcé : « Il ne faut pas décourager le pont ! »

Je ne m'arrêterai pas sur ce que de tels avertissements peuvent avoir d'injurieux pour nous. Au fond, je crois encore l'intention bonne, et je m'empresse de rassurer les bonnes âmes qui se préoccupent de notre sort.

Pour fonder notre Université populaire, nous avons réuni péniblement 20,000 francs, et les petites bourses y ont contribué plus que les grosses. Les « pontes » ne sont pas venus. Leur place n'était pas parmi nous : nous nous adressions aux hommes de bonne volonté, et nous ne leur avons rien caché de nos aspirations ardentes vers la liberté et la justice.

Ceux d'entre les bourgeois qui sont venus nous apporter spontanément leur concours cordial et enthousiaste savent bien qu'ils ne peuvent plus vivre par l'argent et sur l'ignorance du peuple, et que, le pourraient-ils, cela est odieux.

Si tout de même il en est que tant de lumière aveugle, que tant de justice trouble, eh bien ! nous n'échouerons pas pour cela. Les travailleurs, eux, nous ont compris ; les attaques dont nous sommes menacés ont dissipé toutes les défiances qu'ils pouvaient et qu'ils devaient avoir, et leurs dix sous font des sommes.

Aujourd'hui, l'Université populaire du Faubourg Saint-Antoine peut subsister sans les « pontes », avec les seules cotisations des travailleurs qui y fréquentent.

L'or n'est pas tout-puissant. Les socialistes ont contribué à répandre ce préjugé, et c'est une grossière erreur. La volonté est plus forte que l'or.

D'ailleurs, pour ma part, je préférerais voir l'*Université populaire* disparaître, que de la faire servir à des fins qui ne sont pas les siennes, et trahir le prolétariat qu'elle veut contribuer à émanciper.

Dans un autre article, de la *Revue Politique et Parlementaire*, très sympathique aussi à notre œuvre, on nous reproche notre insuffisance d'administration et de réglementation, le manque de plan de notre enseignement, l'aridité des sujets qui sont traités, etc.

Notre succès répond à ces critiques. La vie débordante qui se manifeste tous les jours à l'Université populaire est la meilleure organisation, car elle est spontanée. La vie ne se contient pas dans un règlement. L'évolution des esprits est chose trop complexe pour se laisser guider par un plan d'enseignement.

Il nous eût été facile de faire un plan démopédique qui nous eût assuré l'approbation des pédagogues. Nous l'avons jugé inutile. L'ouvrier n'est pas un étudiant. Il ne vient pas à jour et à heure fixes. Il vient quand il peut, et les nécessités du travail quotidien rendraient vains tous les beaux plans sur le papier. Et puis, savons-nous comment et par quels procédés on agit sur les esprits ? Surtout, le savons-nous pour tous ? Il y faut des expériences nombreuses, si nombreuses qu'il faut les répéter pour chaque individu. L'ouvrier qui a soif de savoir fait l'effort nécessaire. Là où l'étudiant est passif et a besoin d'une règle, d'un chemin tracé à l'avance, l'ouvrier est actif, et perce sa voie lui-même, et il établit sa méthode propre, qui s'adapte à son intelligence propre.

Nous ne voulons pas faire des pédants. Nous voulons apprendre aux hommes du peuple à réfléchir sur tout, à s'intéresser aux belles choses et aux belles idées.

*
* *
*

A côté de ces observations et de ces critiques, qui témoignent en somme de l'intérêt, plus ou moins éclairé, qu'on nous porte, il y eut deux articles carrément hostiles, suant la mauvaise foi et le fiel envieux. J'y veux consacrer quelques lignes, car ce sont les premiers, me dit-on, d'une série qui va paraître, — toute une campagne haineuse et mauvaise qui s'organise contre notre œuvre émancipatrice dans les officines obscures où se miment les coups d'Etat grotesques des bouges dorés du boulevard.

L'auteur, je ne le nommerai pas, par compassion pour son entourage, et puis, parce que, ici, nous ne faisons pas de chantage. L'Université populaire, il l'ignore et il ne la peut comprendre, car elle le dépasse trop. Il a lu quelques articles de journaux et cela suffit pour nous valoir sa bave.

Ce cuistre, qui célèbre stupidement son « doctorat » afin qu'on n'en ignore, trouve ridicule que des ouvriers qui ne sont même pas bacheliers, puissent s'intéresser à la « Morale de Platon », au « Problème sociologique », à la « Constitution de la matière », à l'« Esthétique musicale », à la « Philosophie de l'histoire de France. »

A défaut de l'intelligence qu'on ne saurait exiger d'un tel cuistre, un peu de cœur eût suffi à lui faire sentir ce qu'il y a de touchant, de vraiment grand dans ce désir désintéressé de savoir, dans ces aspirations ardentes des hommes du peuple vers le beau, après leur rude labeur de la journée. Cet arriviste forcené ne comprend que l'étude pour les examens et les diplômes, et les brevets pour les places et les traitements.

De même, il ne saurait comprendre l'admirable élan de tout ce qui pense en France pour aller au peuple, pour lui dispenser un peu de la lumière et de la beauté dont les cuistres croient avoir le monopole. Avec un peuple averti et ayant quelque esprit critique, les misérables qui vivent de son ignorance et de ses instincts ne pourraient plus s'enrichir et noyer dans la paresse, — et c'est

ce qui les met si fort en colère contre toute tentative d'éducation populaire. Ils sont d'ailleurs les victimes premières de leurs vices, et ils ne sauraient trouver les raisons simples et sympathiques des actions. Ils sont condamnés à l'erreur et au ridicule. C'est leur châtement. Je veux montrer comme il est dur.

Et d'abord, c'est qu'ils ne peuvent concevoir le désintéressement, les buts élevés. Ils ne voient partout que leur propre existence projetée, leurs pensées misérables et leurs désirs mesquins : de la boue et de l'or, les pactes louches comme leur conscience et les complots tortueux, les jalousies féroces des complices d'un mauvais coup.

Ainsi ils ne sauraient voir, dans l'Université populaire, qu'une propagande hypocrite du parti dreyfusard. C'est absurde, sans doute, mais, en y réfléchissant, on voit que c'est dans la logique de ces gens-là. Ils sont voués à l'ignoble.

Je n'ai pas à me prononcer ici entre la justice et la raison d'Etat, l'innocence et le crime, la vérité et le faux, ou plutôt les faux, — je défends une œuvre qu'on veut salir, et qui doit vivre. L'affaire Dreyfus n'a rien à voir en cette affaire. Elle devra se terminer : Notre œuvre doit perdurer.

Je répondrai à cette sotte accusation ceci :

Notre *Coopération des Idées* de la rue Paul-Bert a été fondée avec une souscription de 100 francs que m'avait remise M. Maurice Barrès. Et si M. Maurice Barrès, dont j'aime la pensée, n'est pas venu *causer* chez nous, c'est qu'il s'y est toujours refusé. Mais M. Henry Mazel, un antidreyfusard de marque, fut le premier de ceux qui y coopérèrent. C'est lui qui me proposa cette fondation et qui m'encouragea le plus à la réaliser. Il est un des secrétaires de la Société des Universités populaires, et l'un de nos professeurs les plus zélés. M. Henry Vaugois est venu aussi chez nous toutes les fois qu'il l'a voulu. Parmi les membres de nos comités, on trouverait, certes, plus d'un adhérent à la *Ligue de la Patrie française*.

Evidemment, les dreyfusards sont très nombreux chez nous ; mais c'est, sans doute, qu'ils craignent moins que les autres le grand jour, qu'ils sont plus certains de la sympathie populaire, qu'ils comptent plus, pour faire triompher leur cause, sur un peuple instruit et intelligent que sur un peuple abruti. Si les Rosenwald ont mis tant d'empressement à souscrire pour une œuvre d'éducation populaire, c'est donc qu'ils sont plus généreux que les Syveton, car je crois savoir qu'ils ne sont pas plus riches, — et c'est aussi qu'ils mettent au-dessus des petites passions du moment, des haines de races et de croyances, le grand œuvre du progrès humain. Au reste, ce n'est pas à nous qu'on envoie secrètement 100.000 fr.

L'affaire Dreyfus a montré à beaucoup de personnes la nécessité urgente d'entreprendre l'éducation populaire. C'est peut-être ce qui a facilité notre tâche, mais cela ne l'a pas créée, — et cela ne la limite point.

Je tiens pour certain que tous les hommes sincères des deux partis l'ont senti comme nous. Ceux-là sont venus à nous. Si ceux d'un parti sont beaucoup plus nombreux que ceux de l'autre, — c'est tant pis pour le parti qui contient si peu d'hommes désintéressés et humains ; mais ce n'est pas à un représentant de ce parti de le dire.

Qu'on soit dreyfusard ou anti-dreyfusard, il n'importe ; si l'on aime vraiment son pays et l'humanité, on doit souhaiter de tout cœur que le peuple s'éclaire, saisisse enfin la complexité de toutes les questions sociales, s'habitue à réfléchir sur toutes choses, s'éprenne de beauté et de vérité, fasse un effort constant vers

le mieux, et s'affranchisse par cela de tous les despotismes : celui du cabaret comme celui de l'ignorance, celui de l'or comme celui du journal.

Ceux qui veulent empêcher une telle œuvre de s'accomplir sont des malheureux. Leur excuse peut-être, c'est qu'ils ne savent pas ce qu'ils font.

Pour nous, malgré ces petits obstacles, et d'autres plus considérables, nous poursuivrons notre tâche. A ceux qui la trouvent bonne et féconde, catholiques ou juifs, protestants ou athées, bourgeois ou prolétaires, de se joindre à nous.

G. DEHERME.

P. S. — Je ne parlerai pas de l'auteur des deux articles auxquels j'ai été obligé de répondre : on ne peut vraiment pas le recevoir en un lieu où l'on s'entretient avec désintéressement, sincérité et réflexion des choses graves qui préoccupent les hommes de ce temps ; mais j'invite M. Jules Lemaitre à venir dire à l'Université populaire ce qu'il pense et ce qu'il veut. Je gage que M. Clémenceau consentira à lui donner la réplique. J'assure à M. Jules Lemaitre, s'il accepte, le respect de sa pensée, de sa parole et de sa personne.

G. D.

L'ACTION SOCIALE NÉCESSAIRE

Il y a un an environ aujourd'hui, M. Henry Bérenger publiait dans cette même revue (1) le résultat des observations à lui suggérées par sa fréquentation des ouvriers du faubourg Saint-Antoine.

Il rapportait, avec un certain étonnement, le fait que, chaque fois que les conférenciers de la rue Paul-Bert entretenaient leurs auditeurs de questions littéraires, scientifiques, historiques, géographiques ou morales, *chaque soir*, si le sujet à l'ordre du jour était discuté, la discussion dégénérait *fatalement* sur la question du *salaires et de la misère*.

M. Henri Bérenger en concluait que, si ces préoccupations témoignaient chez les ouvriers d'un foyer de méditation sociale, elles n'en décelaient pas moins un fâcheux état d'esprit. Il y avait, selon lui, dans la flamme qui animait les auditeurs de la *Coopération des Idées*, lorsqu'ils parlaient du salaire et de la misère « quelque chose de stérile » ; car, écrivait l'éminent publiciste, « ni eux ni nous ne pouvons résoudre l'effrayant problème du salaire et de la misère. »

Il reconnaissait que les conférenciers de la *Coopération des Idées* pouvaient beaucoup contre le manque de méthode des prolétaires ; mais ne pouvaient rien contre leur « servitude sociale ». — *Eludant, par un tragique « non possumus », les données du problème posé CHAQUE SOIR* — il concluait à une simple transformation dans la méthode alors employée dans les conférences de la rue Paul Bert, en substituant « à l'adhésion confuse et un peu paresseuse de nos auditoires ouvriers, leur collaboration personnelle et précise ».

C'était peu. Et il ne paraît pas, à première vue, que M. Bérenger fût autorisé à reprocher leur « manque de méthode » à des hommes qui, *très humainement, très physiologiquement*, cherchaient à *vivre d'abord*, à s'instruire ensuite — s'inspirant ainsi, et peut-être inconsciemment du vieil adage : *Primum vivere, deinde philosophari*.

(1) N° de septembre 1898.

Quelques mois après la lecture de l'article de M. Bérenger, le hasard m'appela dans une ville universitaire du Sud-Est français. Je trouvai là des étudiants en lettres et en droit qui avaient eu l'heureuse idée de se grouper en une Société d'éducation intellectuelle et morale. Le solution de la question sociale les intéressait. Ils la discutaient avec passion.

Appelé un soir, à prendre la parole dans ce groupe, je portai la discussion sur le terrain du *Coopératisme*, — sur les coopératives de consommation spécialement. Et, je le perçus très bien, au cours de ma causerie, je choquai les sentiments de la plupart de mes auditeurs lorsque je soutins que : la propagande de tout sociologue doit porter d'abord sur l'action économique, car la question économique, dans la société actuelle, est capitale pour tous les hommes.

Lorsque j'eus terminé, les ripostes ne manquèrent pas. J'entendis formuler ce principe plutôt ahurissant — même pour un coopérateur bien trempé : « En principe, en théorie, le coopératisme peut être bon ; mais il pourrait être mauvais en pratique, parce qu'il s'adresse *d'abord* aux instincts bas, vulgaires, de l'individu ». L'objection ne manquait pas de saveur — d'autant plus qu'elle était, pour ainsi dire, collective.

Je me rappelai tout à coup les pensées profondes de Stendhal sur la moralité des hommes que la faim guide — parce qu'elle les tenaille — et je répondis qu'un être impulsé par les nécessités matérielles de l'existence est, le plus souvent, incapable de comprendre les beautés de la science, de l'histoire, de l'art et de la morale. — Cela parut, je l'avoue, assez improbable à mes auditeurs — qui aiment sincèrement le peuple, j'en suis certain, *mais qui ne connaissent pas ses besoins*.

Bien plus, j'eus beau leur rappeler les progrès intellectuels et moraux réalisés en Angleterre et en Belgique surtout par les coopérateurs, *lorsque leurs organismes économiques ont été assis*, leur appréciation initiale persista. Et les coopérateurs, même ceux qui considèrent l'action économique comme un simple moyen, comme un auxiliaire pour la réalisation d'une société de liberté et de justice dans la solidarité, ces coopérateurs même passèrent, continuent sans doute à passer auprès d'eux pour de *vulgaires* matérialistes — ce qui est facile à dire lorsqu'on n'a pas, comme mes contradicteurs, sa « matérielle » à gagner.

Ayant peu de goût pour les exercices oratoires sans but, je voulais là, comme à Montpellier, créer un *Comité local de propagande coopérative* ; mais cet élément intellectuel refusa d'en faire partie.

Devant ce refus, je me tournai vers l'élément ouvrier. J'écrivis dans les journaux ; je parlai d'abord dans les cafés et dans les bars, puis à la *Bourse du Travail*. Mais là, si j'eus l'approbation générale — sauf celle des politiciens — je me heurtai à une rare force d'inertie, lorsque s'agit de passer de la théorie à la pratique.

L'ignorance intellectuelle de la plupart des ouvriers était telle qu'il fallut renoncer à en obtenir le minimum d'effort nécessaire pour promouvoir une simple coopérative de consommation.

A quelque temps de là, deux orateurs, prétendus socialistes, vinrent parler dans la même ville. Et, s'adressant au même public, ils se firent consciencieusement applaudir en écrasant de leurs paroles et de leur mépris l'infâme société capitaliste qui, en effet, ne brille pas par sa moralité. Seulement, à côté de cet exposé de programme purement négatif, vint l'exposé positif des bons apôtres du faux socialisme.

D'après eux, le programme collectiviste, selon Karl Marx, était la doctrine dont ils se faisaient les commis-voyageurs. Il fallait pour entrer dans la terre promise, *bien voter* aux élections municipales, *bien voter* aux élections cantonales, *bien voter* aux élections départementales ; *bien voter* pour de bons conseillers municipaux, *bien voter* pour de bons conseillers généraux, pour de bons députés, pour de bons sénateurs — lesquels *voteraient bien* pour de *bonnes lois*.

Grâce à ces *bonnes lois*, toute la propriété des riches — pas celle des petits propriétaires — serait étatisée ou municipalisée ; de bons contre-maitres seraient nommés pour une *bonne* administration de la « chose publique ». Et, *fatalment*, au bout de ces *grands* efforts personnels, chaque citoyen pourrait, à l'ombre de l'Etat-protecteur — aussi protecteur que socialiste — goûter les fruits de son travail et de sa persévérance... à bien voter pour de bons, pour d'excellents représentants, taillés sur le patron de nos deux orateurs !...

Un anarchiste maladroit faillit être écharpé pour avoir osé mettre en doute les bienfaits problématiques de ce singulier collectivisme... à l'usage des électeurs bénévoles.

Pendant que se poursuivaient ces petits événements, un autre, bien plus important, se passait en Angleterre. C'est de la grève des mécaniciens qu'il s'agit.

Cette grève n'était pas banale — comme beaucoup d'autres. Il ne s'agissait pas ici d'une simple augmentation de salaires ou d'une simple réduction d'heures de travail. La question était de savoir lequel des deux partis, ou des ouvriers ou des patrons, réussirait à imposer à l'un ou à l'autre ses conditions sur le marché du travail.

On connaît les faits. Des revues comme *l'Emancipation*, *l'Ouvrier des Deux-Mondes*, la *Revue Socialiste*, *l'Humanité Nouvelle*, etc., tinrent le public du monde entier au courant des moindres incidents de cette grève immense qui dura plus de six mois ; absorba plus de 7 millions — toutes les réserves du Syndicat des mécaniciens ; coûta 360,000 francs par semaine aux autres travailleurs de la Grande-Bretagne ; détermina parmi le public libéral anglais — particuliers et universitaires — un mouvement d'opinion considérable et inaccoutumé ; et, après une lutte mémorable, (que les ouvriers maintinrent sur le terrain purement légal) se termina par la défaite économique des mécaniciens — mais aussi et surtout, par la défaite morale des constructeurs anglais.

A cette époque, un des chefs les plus estimés du parti socialiste révolutionnaire français, — qui est en même temps une des principales personnalités du syndicalisme en France — eut à se prononcer sur la puissance comparative du prolétariat anglais et du prolétariat français. Il déclara, dans *l'Ouvrier des Deux Mondes* d'abord, dans le *Journal du Peuple* ensuite, que, contrairement à l'opinion émise bien avant par Karl Marx, la révolution future serait entreprise non par le « coq gaulois » (qui avait la tête bien légère pour une besogne aussi gigantesque) mais par le « léopard britannique » — qui pense, se fortifie silencieusement, et, le jour venu, agit de ses propres forces et sans autre guide que sa propre raison.

Ce révolutionnaire constatait que c'est là (dans ce développement social-individuel patient et soutenu) que résidait le secret de la profonde maturité atteinte par le peuple anglais.

Cela posé, il engageait les travailleurs du monde entier à s'unir, à se syndiquer, pour opposer la résistance ouvrière à la force patronale et, cela fait, profiter du conflit engagé pour établir la société future,

Au point de vue purement révolutionnaire, le conseil était louable; au point de vue pratique, ce raisonnement pêchait par la base, par un défaut d'observation générale.

Il est bon de le remarquer, en effet, si les mécaniciens anglais ont soutenu une grève immense, cela provient d'abord de ce qu'ils ont pu la soutenir; et s'ils ont pu la soutenir, cela provient encore de ce qu'ils avaient de l'argent pour cela; c'est — prêts ou donations à part — qu'ils l'avaient économisé auparavant sous à sou. En un mot, s'ils déclarèrent la grève, ce fut parce qu'ils étaient prêts, *depuis longtemps*, à la déclarer.

Les mécaniciens anglais avaient de l'argent — le nerf de la guerre — non parce qu'ils avaient versé des cotisations en vue de la grève exclusivement; mais parce que la généralité des syndicats anglais ne ressemble en rien aux syndicats allemands ou français.

La caractéristique des organisations anglaises c'est d'être, en même temps que des organes de résistance au patronat, des organes de mutualité ouvrière. A côté du syndicat proprement dit, il y a des caisses de secours en cas de chômage, de maladie, de décès; des caisses d'instruction, d'éducation, de distractions, etc., etc.

La plupart des syndiqués anglais font partie de Sociétés de secours mutuels et de Coopératives de consommation. Ces dernières leur permettent, avec les bénéfices qu'elles leur procurent, de payer *largement* les cotisations, considérables quelquefois, de leurs syndicats mutualisés et aussi, de vivre mieux et à bon marché.

Il n'est pas rare de voir un ouvrier anglais payer à son syndicat des cotisations *hebdomadaires* de 1 fr. 50.

En France, l'élite ouvrière ne paye que difficilement des cotisations *mensuelles* de 1 fr. 50.

Aussi qu'arrive-t-il ?

Là-bas, les syndiqués possèdent de grandes ressources, sont forts et respectés; tandis qu'en France, les patrons se moquent de nos syndicats étiques et bernent les travailleurs.

Là-bas, les salaires sont très élevés; en France, l'ouvrier travaille (en général) à des prix dérisoires. Il lui reste la consolation de pulvériser... en paroles l'infâme patronat, en attendant le « jour prochain » de la Révolution sociale (qui ne vient jamais) ou le jour de la foire électorale (qui sanctionne ironiquement sa servitude volontaire.)

En Allemagne, les syndicats sont plus développés, plus forts qu'en France; car les services mutualistes sont plus développés que chez nous. Là, ce sont souvent les femmes qui, le jour de paye, vont verser au syndicat la cotisation mensuelle ou hebdomadaire.

Néanmoins, si, en France, c'est le microbe du bavardage qui nous ronge; en Allemagne, c'est le microbe de l'Etatisme qui sévit avec intensité. Les ouvriers, disciplinés, attendent le mot d'ordre de leurs chefs et, le jour des élections arrivé, votent avec empressement pour les beaux parleurs de la Social-Démocratie.

Eh bien ! cela ne doit plus être. Si, dans le monde ouvrier on a écouté, *avec trop de complaisance*, les déclamations stériles du socialisme révolutionnaire, ou les pitreries grotesques du socialisme électoral, il faut que, dorénavant, le parti socialiste s'affirme hautement, nettement, par des actes et des faits qui valent mieux que des paroles ou des votes.

A ceux qui disent que la classe ouvrière, aidée de la classe intellectuelle, ne

peut résoudre la question sociale, nous devons répondre qu'avant de reculer devant l'épreuve, *il faut la tenter*.

A ceux qui, privilégiés de la fortune, et par certains côtés, parasites du corps social, se refusent à voir l'ignorance, la faiblesse de leurs frères moins fortunés, à ceux-là nous rappelons leur *devoir* et nous leur recommandons, pour n'avoir rien à se reprocher, d'aller vers le peuple, pour le connaître, l'aimer et agir en sa faveur — au lieu de le mépriser.

A ces socialistes qui, jusqu'ici, n'ont rien fait pour le peuple, — sinon des discours ou des promesses électorales, — nous recommandons de se tourner vers les œuvres socialistes et sociales belges.

Nous leur disons d'observer la vigueur, la vitalité de ce *Vooruit*, de Gand ; de cette *Maison du Peuple*, de Bruxelles ; de ces *Maisons du Peuple* qui, peu à peu s'élèvent en Belgique. Et, devant ces faits, devant ces réalités, nous les prions de rentrer en eux-mêmes, de se demander si, dans leur propagande, il n'y a pas, il n'y a pas eu jusqu'à ce jour une lacune ; de se demander si cette absence d'action ne les choque pas ; s'ils se sentent le droit, par une coupable abstention, de perpétuer la faiblesse économique, intellectuelle et morale de leurs semblables et d'empêcher la réalisation de la société d'amour et de liberté, attendue, espérée par tous les esprits généreux.

A la vue des résultats obtenus par ces *Maisons du Peuple* belges, dont M. Charbonnel a entretenu les auditeurs de la *Coopération des Idées*, nous disons qu'il y a place aussi, en France, pour une action sociale commune qui grouperait les éléments actuellement épars des syndicats, des mutualités, des coopératives et des organisations socialistes non encore touchées par ces pratiques solidaires.

Cette action sociale commune est bonne et désirable ; car tous ces éléments se complètent harmonieusement.

Nous l'avons vu plus haut, l'action syndicale pure et simple est condamnée à la stérilité ; mais l'action mutualiste la fortifie.

D'autre part, les mutualités peuvent, à leur tour, promouvoir des syndicats et, dès ce moment, les deux mouvements fusionnés présentent une ampleur convenable.

Mais leur tâche n'est pas terminée. Car le syndicalisme et le mutualisme ramenés (rabaissés pourrait-on dire) à des fins simplement humanitaires ou philanthropiques, ne sont que des expédients économiques.

Ils permettent aux hommes de s'entraider ; mais ils ne leur permettent pas de s'émanciper. *Là est le rôle des coopératives de consommation*. Voilà pourquoi chaque syndicat, chaque mutualité doivent se transformer en coopératives de consommation.

Grâce à la coopération distributive, chaque coopérateur touche au bout de l'année des bénéfices importants, qui peuvent servir à des fins personnelles ou sociales.

Certains ont objecté que l'ouvrier ne peut pas souscrire une action à une coopérative. Mais, il n'est pas mauvais de le dire, la plupart des syndicats mutualisés — même français — sont riches. Ils ont d'importantes réserves que, dans leur profonde ignorance des questions économiques, leurs adhérents placent, à 3 ou 4 pour 100, chez des banquiers, chez des capitalistes, contre lesquels ils ne cessent de fulminer..... tout en les maintenant par leur capital social.

De plus, dans les coopératives un peu importantes, on ne demande à tout nouvel

adhérent qu'une infime cotisation, un simple droit d'entrée de 1 fr. 40 à la *Moissonneuse*, de Paris; de 0 fr. 25 au *Vooruit*, de Gand. Les *Equitables Pionniers de Rochdale* versèrent chacun 20 centimes seulement par semaine et déterminèrent, par ce moyen, ce mouvement qui, en 55 ans, porte sur plus de 1 milliard et demi d'affaires et distribue 180 millions de bénéfices en un an et dans l'Angleterre seulement.

Par conséquent, la fameuse loi d'airain des salaires — que j'ai appelée, un jour, une vulgaire épée en fer-blanc — ne s'oppose pas à ce que chaque homme devienne coopérateur. D'ailleurs, cette hypothétique loi d'airain n'est faite que de la lâcheté et de l'inertie des salariés.

Il faut, il est nécessaire que les éléments syndicaux, mutualistes et coopératifs s'entendent, fusionnent et emportent le public entier dans la sphère solidariste. Le jour où les partisans du *self-help* seront unis, ils seront une force considérable.

Il y a, dans la seule France, environ 1.800.000 mutualistes, environ 450.000 syndiqués et environ 400.000 coopérateurs. Si tous ces solidaristes se groupaient en une action commune, ils formeraient une masse de 2.500.000 familles environ qui, par la coopération distributive, opéreraient chaque année, sur un capital de 1 milliard (en estimant à 400 fr. seulement les achats par famille et par an) qui leur rapporterait 125 millions de bénéfices par an (en estimant, comme en Angleterre, ces bénéfices au 1/3 des achats de chaque coopérateur).

Si la masse intéressée le voulait, les coopératives de consommation indemnifieraient largement et sans aucun sacrifice, les cotisations des syndicats mutualisés, en élevant, en outre, le niveau économique, intellectuel et moral de leurs adhérents.

Peu à peu, par une action soutenue, les coopératives de consommation se fédéreraient, comme en Angleterre, en Suisse, en Belgique, en Allemagne. Les consommateurs deviendraient les maîtres de la plus grande partie de l'industrie commerciale.

Ensuite, avec les ressources sans cesse accrues, les consommateurs deviendraient, comme dans les *Wholesales* (Magasins coopératifs de gros) de Glasgow, de Manchester, de Bâle, de Gand, etc., les maîtres et les directeurs de l'industrie manufacturière et agricole même.

Ils deviendraient leurs propres maîtres, leurs propres patrons; car, la propriété, d'individuelle deviendrait collective, commune à tous les hommes.

Les intérêts de tous les êtres seraient solidarisés et *peut-être* par une entente généralisée, et par un solidarisme raffiné pourrions-nous anémier et paralyser le Capital et l'Etat — en nous passant de leurs services.

Il faut dire: *peut-être*; car, nous pouvons le constater, là où le Néo-Coopératisme, le Coopératisme démocratique se développe, le Capital et l'Etat — l'un soutenant l'autre — s'efforcent à briser les associations prolétariennes. Il est donc permis de prévoir le jour où ces institutions bourgeoises se dresseront contre les démocrates unis en coopération pour briser leurs associations — à l'instar de ces « Communautés » du moyen-âge que le pouvoir central détruisit dans leur plein épanouissement, du XII^e au XVI^e siècle.

Et le jour — *il n'est pas loin* — où ce fait se produira; le jour où les hommes les plus conservateurs, les plus réactionnaires seront *obligés*, pour sauver leurs associations, de combattre le Capital et l'Etat, de se transformer en révolutionnaires, nous demanderons aux socialistes révolutionnaires s'ils auront été des dupes en coopérant.

L'action syndicale, l'action mutualiste et l'action coopérative combinées tendent vers la réalisation d'une société communiste ; elles tendent, en outre, vers la réalisation d'une société libre, par la suppression de l'Etat et l'exaltation de la liberté individuelle dans la Solidarité.

Faut-il pour agir ainsi être socialiste, ou même socialiste révolutionnaire ? — Ce n'est pas indispensable.

Les uns, les conservateurs, peuvent agir par intérêt immédiat ; les autres, les révolutionnaires, peuvent agir par intérêt et par devoir.

Cette coopération d'éléments socialistes et d'éléments conservateurs choque certains révolutionnaires. Cela importe peu. Il faut considérer le but à atteindre. Pour cela, tous les moyens sont bons, qui exaltent la personnalité humaine. Et voilà l'ACTION SOCIALE NÉCESSAIRE.

La réaction est dans l'inaction déprimante ; la révolution, dans l'action bien-faisante.

— Agissons !

A.-D. BANCEL.

LES LIVRES QUI FONT PENSER

L'Armée d'une Démocratie, par *Gaston Moch*

(Edition de la *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens).

Entre une armée et une milice, la différence est grande ; dans la première, les unités de combat existent dès le temps de paix et se renforcent simplement à la mobilisation, tandis que, dans la seconde, elles se créent de toutes pièces au moment de la déclaration de guerre ou des grandes manœuvres.

Gaston Moch rejette en bloc toutes les organisations militaires du type « armée », et il nous dit que seule la milice convient à une démocratie. Qu'une milice soit, dans une démocratie, préférable à une armée, cela n'est pas douteux, puisqu'elle détourne moins de forces des travaux productifs, mais cela ne veut point dire qu'aucune organisation d'armée ne soit compatible avec un régime démocratique. Le service de deux ans comme il a été présenté par maints auteurs peut nous donner l'armée qui conviendra exactement à notre état social et politique. Cette réserve faite pour ménager les réformes militaires de demain, il faut dire que G. Moch dans *L'Armée d'une Démocratie* nous présente des idées extrêmement séduisantes, qui s'appuient sur une réalité — l'armée suisse — pour aboutir à un projet très étudié de milice française.

Ce livre, qui a exigé un labeur formidable, et qui témoigne autant de la science militaire de son auteur que de son esprit d'organisation, ne prétend naturellement pas arrêter le type définitif de la future milice française, mais il pose certains principes qui me paraissent devoir être admis par tous ceux qui acceptent ses idées militaires, et qui en tout cas caractérisent bien la milice par rapport à l'armée d'aujourd'hui.

Le citoyen accomplirait constamment des actes militaires depuis l'enfance. A l'école il reçoit une éducation physique rationnelle, puis de treize à dix-neuf ans, une instruction militaire préparatoire dans des réunions du dimanche. A vingt ans, il commence à remplir ses obligations militaires proprement dites, ce

qui ne l'empêche pas d'être astreint à se faire inscrire dans une société de tir reconnue par l'Etat, et à exécuter ainsi un certain nombre de tirs chaque année. Ses obligations, que dans un instant je détaillerai, lui font faire cinq mois et demi de service effectif entre 20 et 30 ans, et pour accomplir ce service il paraîtra cinq fois sous les drapeaux.

Ainsi donc, le système de la milice ne débarrasse point des obligations militaires, bien au contraire; il étend seulement celles-ci de manière à les faire supporter plus légèrement, en même temps qu'il les réduit au strict minimum. Et à ce que constamment le citoyen, et particulièrement le jeune homme soit quelque peu soldat, il n'y a que des avantages pour la santé de la race.

L'instruction militaire se donne dans le cours de la vingtième année; par département, il se forme un certain nombre d'*Ecoles de Recrues* qui reçoivent les jeunes gens pendant trois mois. Ces écoles sont dirigées par des officiers instructeurs, cadres permanents au nombre de 5,000 environ. Au sortir des Ecoles de Recrues, les jeunes gens sont répartis dans des unités de combat de première ligne, et dorénavant restent groupés toujours de la même manière. Ils sont inscrits douze ans dans ces unités, puis huit ans dans les unités de campagne de seconde ligne, puis enfin cinq ans dans les unités sédentaires de garnison.

Ces unités sont convoquées, c'est-à-dire mobilisées, les premières tous les deux ans (soldats de 21 à 33 ans), les secondes tous les quatre ans (soldats de 33 à 40 ans); les convocations durent de 13 à 20 jours, et sont toujours employées pour exécuter des grandes manœuvres et des tirs de guerre. Ainsi les unités ne vivent pas longtemps, mais elles n'existent jamais qu'avec leurs effectifs au complet, ce qui est précieux pour l'instruction de tous, et spécialement pour celle des chefs des différents grades.

Mais il ne suffit pas d'avoir des soldats, il faut avoir des chefs. Comment les trouver, les obtenir? en partant de ce principe que l'avancement n'est pas une récompense mais une obligation, que le grade ne constitue pas un privilège mais une charge. A côté des Ecoles des recrues où tout le monde va, sont des Ecoles de sous-officiers, des Ecoles d'officiers; les cours y durent aussi trois mois, et les suivent obligatoirement, tous ceux qui sont jugés capables d'avancement. De telle sorte que plus le grade est élevé, plus les obligations auront été lourdes. Pour être lieutenant, il faut douze mois de service répartis sur deux ou trois ans, et il sera possible d'être général à 38 ans après 25 mois de service effectué en 16 convocations.

Telles sont les grandes lignes du projet, ce sont celles de l'armée suisse; si donc on ne peut dire que l'organisation est consacrée par l'expérience — bientôt il n'y aura plus d'organisation militaire consacrée par l'expérience, tant dure la paix — on ne peut pas dire qu'elle n'est qu'une rêverie, qu'elle ne s'appuie pas sur des faits expérimentaux.

Il semble bien que ce système de milice convienne admirablement aux Suisses, puisque tous ils le louent! conviendrait-il chez nous? nous assurerait-il la défense nationale? Voilà à quoi il faudrait répondre. Gaston Moch pense que oui, certains, dont je suis, pensent que non; qui de nous a raison, j'espère que nous ne le saurons jamais, car la guerre seule pourrait apporter des arguments sans réplique; à défaut d'arguments, nous n'avons que des impressions à opposer. Je sais les merveilleux exploits qu'ont accomplis les armées improvisées, et que Moch a raison de rappeler dans son livre, je constate chaque jour que les miliciens boers valent autant, sinon plus que les professionnels anglais, et je comprends parfaitement que Moch veuille une milice fortement organisée long-

temps à l'avance pendant la paix ; mais dans l'état où est actuellement le pays, je crois que, pour agglomérer fortement 50 laboureurs, 30 ouvriers, 20 commerçants, ingénieurs ou avocats, et faire d'eux une troupe de 100 soldats, pour préparer l'union des franc-maçons et des cléricaux sous le même drapeau, il faut une armée, un organisme ayant une vie continue. L'armée qu'il faut, à mon sens, n'est point du tout l'armée qui existe, parce qu'il s'y gaspille trop de force, qu'il s'y éteint trop d'énergie, mais la condamner n'est pas forcément adopter le système des milices.

Quoi qu'il en soit, quelque impression qu'on ait sur la meilleure organisation de nos forces militaires, il faut lire le livre de G. Moch ; c'est certainement un des livres les plus puissamment conçus qui ait paru depuis longtemps sur l'armée, et il faut travailler à lui assurer de l'influence sur nos institutions militaires.

C. G.

Recherches sur l'origine de l'Idée de Justice et de l'Idée de Bien, par Paul Lafargue

(GIARD et BRIÈRE, éditeurs, 16, rue Soufflot)

M. Paul Lafargue, malgré son érudition, qu'il ne nous laisse pas assez ignorer, est un esprit simpliste. Il a vite fait de résoudre les problèmes philosophiques et sociologiques les plus complexes avec une facilité et une assurance qu'il faut admirer, — non sans ironie d'ailleurs.

L'origine des sentiments, des idées, voire même des institutions sociales n'a pour lui aucun mystère : « Giard pense qu'une des premières causes de l'instinct maternel chez les mammifères serait le besoin organique de se débarrasser du lait qui tuméfié et endolorit les mamelles », et voilà ! M. Lafargue ne saurait douter un instant que cette observation biologique ne s'applique à la maternité humaine et à l'institution de la famille. Un jour les exploiters trouveront le moyen d'utiliser industriellement les nouveaux-nés et de les nourrir chimiquement, et alors la maternité disparaîtra. Gageons que M. Lafargue ne reculerait pas devant ce paradoxe.

Pour l'auteur, les origines humaines de l'idée de justice sont la passion de la vengeance et le sentiment de l'égalité ; les origines sociales, la propriété privée. On voit les développements : ce sont les besoins économiques qui font naître toutes les idées abstraites. « Le troupeau fortifia l'idée de nombre et développa la numération, le partage des terres engendra l'idée de mesure, et le vase, celle de capacité... Les hiéroglyphes égyptiens prennent pour symbole de la Justice et de la Vérité la coudée, c'est-à-dire l'unité de mesure : ce que les coudées avaient mesuré était juste et vrai ». Voilà l'origine ; voici le procès : « L'idée de Justice, qui à l'origine n'est qu'une manifestation de l'esprit égalitaire, va, sous l'action de la propriété qu'elle contribue à constituer, consacrer les inégalités que la propriété engendre parmi les hommes... Ainsi la Justice, semblable à ces insectes, qui aussitôt nés dévorent leur mère, détruit l'esprit égalitaire qui l'a engendrée et consacre l'asservissement de l'homme... La révolution communiste, en supprimant la propriété privée et en donnant « à tous les mêmes choses », affranchira l'homme et fera revivre l'esprit égalitaire ; alors les idées de Justice qui hantent les têtes humaines depuis la constitution de la propriété privée s'évanouiront, comme le plus affreux cauchemar qui ait jamais torturé la triste humanité civilisée. »

La méthode est trop facile pour que l'auteur l'abandonne lorsqu'il s'agit de

rechercher les origines de l'idée de Bien. Aucun doute ne traverse son esprit systématique — et un peu sec. De ce que la conception du Bien se perfectionne et s'épure, il nie le Bien lui-même. Cela lui permet une logique assez curieuse, mais dangereuse pour les non-cultivés et les demi-cultivés qu'elle séduit par son absolutisme simpliste. Je sais de ceux-ci et de ceux-là qui traitent le « phénomène économique » comme un fétiche redoutable et tout-puissant. Ils lui savent gré, au fond, de leur permettre d'expliquer tout sans effort. Toutes les superstitions puisent leur force et leur raison d'être dans notre paresse intellectuelle.

M. Lafargue conclut avec une sérénité délicieuse : « La morale, ainsi que les autres phénomènes de l'activité humaine, tombe sous la loi du matérialisme économique formulée par Marx : « La mode de production de la vie matérielle domine en général, le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle ». Dans cette formule, il trouve — sans chercher — toute la vérité passée, présente et future, et toute la raison. Heureux homme !

Science Sociale et Démocratie, par G. L. Duprat

(GIARD et BRIÈRE, éd., 16, rue Soufflot)

L'auteur s'est proposé de rechercher comment la philosophie sociale, l'éducation rationnelle peuvent aider à réaliser l'idéal social de la démocratie. C'est plutôt une histoire des idées sociologiques qu'il examine dans le passé. Il connaît tous les systèmes, et il les résume avec clarté.

Les mots ne lui font pas peur, ni la vérité, et il ne cache aucun des dangers de la démocratie. Sa conclusion serait peut-être résumée dans cette phrase, s'il est possible de résumer en une phrase un sujet aussi complexe : « L'idéal que la sociologie nous permet de concevoir est une organisation sociale où la solidarité des fonctions serait une règle morale dont l'observation devrait être rigoureusement prescrite par l'Etat. Le progrès social s'effectuerait dans le sens d'une valeur croissante de la personne humaine en tant qu'être social. »

Pour la Beauté, par Gustave Scheid

(Société de librairie, 15, rue de Cluny)

Il y a de nobles pensées dans ce livre, et j'aime l'idéal de beauté qu'il nous propose. Peut-être n'est-il pas tout à fait exact de le faire contenir dans la seule beauté, de croire que les limites de toutes choses sont la beauté ; car il faut entendre la conception qu'en a l'auteur actuellement. Si l'on peut dire que « la vie humaine s'étend de la beauté du travail à celle du sommeil ; que la beauté est le cadre et la fin du vrai après avoir été une partie du vrai », ce n'est qu'en l'entendant dans un autre sens — plus large — que M. Scheid.

Ainsi je n'aime pas sa plainte injuste du progrès de notre civilisation. Il y a de la beauté dans le jeu puissant et fécond de la machine, et il ne tient qu'à nous que les produits mêmes soient un reflet de beauté. Ce n'est pas comme il dit : « l'artifice des choses où nous vivons qui fait l'hypocrisie de nos mœurs », c'est l'hypocrisie de nos mœurs qui produit les choses de vanité. L'industrialisme permet la beauté pour tous et le bien-être pour tous, qui est bien une source de beauté aussi. La photographie donne au plus pauvre la possibilité d'illuminer sa mansarde d'une reproduction de Rembrandt.

Mais on ne saurait que s'associer aux vœux qu'il forme pour l'éducation de la beauté, qui est toute à faire. Les Universités populaires s'y emploieront, et elles auront à tenir compte des judicieuses indications de l'auteur.

La Langue Bleue, par Léon Bollack

(Chez l'Auteur, 147, avenue Malakoff.)

C'est un nouveau projet de langue internationale. Il ne paraît point manquer d'ingéniosité. On en jugera par ce bref résumé que nous en donne l'inventeur lui-même :

Ce nouvel idiome est « parlé et écrit »; son audition est équivalente à sa vision. Sa prononciation ni son orthographe ne présentent aucune difficulté pour aucun des peuples civilisés.

Le progrès apporté par la *Langue Bleue* consiste en sa facilité d'acquisition grâce à une méthode très simple de distinction matérielle des diverses classes de mots du langage.

Cette conception permet d'emprunter aux langues philosophiques leur partie pratique, tout en abandonnant leur système utopique d'évocation des sens par le seul choix des signes constitutifs des mots.

La distinction matérielle grammaticale s'opère dans la *Langue Bleue* par une combinaison de la longueur, de la sonorité et des extrémités des vocables dont l'aspect variera ainsi avec chaque classe de mots.

Pour réaliser d'une manière absolue cette classification instantanée, il a été nécessaire de remanier quelque peu les divisions arbitraires de la grammaire habituelle.

Ces modifications peu importantes trouvent leur principe dans une théorie du langage aisée à saisir.

Après la division du discours, il a été établi un alphabet pratique, plus simple que celui de tous les autres idiomes. Il contient seulement 19 lettres à l'exclusion de tout autre signe orthographique.

Cet alphabet permettra de constituer *a priori* un vocabulaire, dont la totalité des formes sera théoriquement fixée avant de connaître le sens d'un seul vocable.

Les significations des mots du dictionnaire seront ensuite choisies dans les langues vivantes d'après la sonorité des vocables ainsi créés préalablement.

La *Langue Bleue* n'ayant qu'un but utilitaire, son vocabulaire assez restreint permet de resserrer la signification des mots. Aussi, ne sera-t-il généralement attribué à chaque vocable qu'un sens.

L'ordre des mots dans les phrases est également fixé à l'avance.

Les principes de la *Langue Bleue* sont ainsi formulés :

- 1 lettre — 1 son ;
- 1 mot — 1 sens ;
- 1 classe (de mots) — 1 aspect.
- 1 phrase — 1 construction.

Ces quatre règles-bases engendrent la concision, la précision, la clarté et la rigidité, qualités indispensables à un idiome artificiel pratique. G. D.

Nous avons reçu :

Le Triomphe de la Raison, par Romain Rolland, drame en 3 actes, un vol. 3 fr. (Editions de la revue d'art dramatique, 5, rue Rougemont).

rechercher les origines de l'idée de Bien. Aucun doute ne traverse son esprit systématique — et un peu sec. De ce que la conception du Bien se perfectionne et s'épure, il nie le Bien lui-même. Cela lui permet une logique assez curieuse, mais dangereuse pour les non-cultivés et les demi-cultivés qu'elle séduit par son absolutisme simpliste. Je sais de ceux-ci et de ceux-là qui traitent le « phénomène économique » comme un fétiche redoutable et tout-puissant. Ils lui savent gré, au fond, de leur permettre d'expliquer tout sans effort. Toutes les superstitions puisent leur force et leur raison d'être dans notre paresse intellectuelle.

M. Lafargue conclut avec une sérénité délicieuse : « La morale, ainsi que les autres phénomènes de l'activité humaine, tombe sous la loi du matérialisme économique formulée par Marx : « La mode de production de la vie matérielle domine en général, le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle ». Dans cette formule, il trouve — sans chercher — toute la vérité passée, présente et future, et toute la raison. Heureux homme !

Science Sociale et Démocratie, par *G. L. Duprat*

(GIARD et BRIÈRE, éd., 16, rue Soufflot)

L'auteur s'est proposé de rechercher comment la philosophie sociale, l'éducation rationnelle peuvent aider à réaliser l'idéal social de la démocratie. C'est plutôt une histoire des idées sociologiques qu'il examine dans le passé. Il connaît tous les systèmes, et il les résume avec clarté.

Les mots ne lui font pas peur, ni la vérité, et il ne cache aucun des dangers de la démocratie. Sa conclusion serait peut-être résumée dans cette phrase, s'il est possible de résumer en une phrase un sujet aussi complexe : « L'idéal que la sociologie nous permet de concevoir est une organisation sociale où la solidarité des fonctions serait une règle morale dont l'observation devrait être rigoureusement prescrite par l'Etat. Le progrès social s'effectuerait dans le sens d'une valeur croissante de la personne humaine en tant qu'être social. »

Pour la Beauté, par *Gustave Scheid*

(Société de librairie, 15, rue de Cluny)

Il y a de nobles pensées dans ce livre, et j'aime l'idéal de beauté qu'il nous propose. Peut-être n'est-il pas tout à fait exact de le faire contenir dans la seule beauté, de croire que les limites de toutes choses sont la beauté ; car il faut entendre la conception qu'en a l'auteur actuellement. Si l'on peut dire que « la vie humaine s'étend de la beauté du travail à celle du sommeil ; que la beauté est le cadre et la fin du vrai après avoir été une partie du vrai », ce n'est qu'en l'entendant dans un autre sens — plus large — que M. Scheid.

Ainsi je n'aime pas sa plainte injuste du progrès de notre civilisation. Il y a de la beauté dans le jeu puissant et fécond de la machine, et il ne tient qu'à nous que les produits mêmes soient un reflet de beauté. Ce n'est pas comme il dit : « l'artifice des choses où nous vivons qui fait l'hypocrisie de nos mœurs », c'est l'hypocrisie de nos mœurs qui produit les choses de vanité. L'industrialisme permet la beauté pour tous et le bien-être pour tous, qui est bien une source de beauté aussi. La photographie donne au plus pauvre la possibilité d'illuminer sa mansarde d'une reproduction de Rembrandt.

Mais on ne saurait que s'associer aux vœux qu'il forme pour l'éducation de la beauté, qui est toute à faire. Les Universités populaires s'y emploieront, et elles auront à tenir compte des judicieuses indications de l'auteur.

La Langue Bleue, par *Léon Bollack*

(Chez l'Auteur, 147, avenue Malakoff.)

C'est un nouveau projet de langue internationale. Il ne paraît point manquer d'ingéniosité. On en jugera par ce bref résumé que nous en donne l'inventeur lui-même :

Ce nouvel idiome est « parlé et écrit »; son audition est équivalente à sa vision. Sa prononciation ni son orthographe ne présentent aucune difficulté pour aucun des peuples civilisés.

Le progrès apporté par la *Langue Bleue* consiste en sa facilité d'acquisition grâce à une méthode très simple de distinction matérielle des diverses classes de mots du langage.

Cette conception permet d'emprunter aux langues philosophiques leur partie pratique, tout en abandonnant leur système utopique d'évocation des sens par le seul choix des signes constitutifs des mots.

La distinction matérielle grammaticale s'opère dans la *Langue Bleue* par une combinaison de la longueur, de la sonorité et des extrémités des vocables dont l'aspect variera ainsi avec chaque classe de mots.

Pour réaliser d'une manière absolue cette classification instantanée, il a été nécessaire de remanier quelque peu les divisions arbitraires de la grammaire habituelle.

Ces modifications peu importantes trouvent leur principe dans une théorie du langage aisée à saisir.

Après la division du discours, il a été établi un alphabet pratique, plus simple que celui de tous les autres idiomes. Il contient seulement 19 lettres à l'exclusion de tout autre signe orthographique.

Cet alphabet permettra de constituer *a priori* un vocabulaire, dont la totalité des formes sera théoriquement fixée avant de connaître le sens d'un seul vocable.

Les significations des mots du dictionnaire seront ensuite choisies dans les langues vivantes d'après la sonorité des vocables ainsi créés préalablement.

La *Langue Bleue* n'ayant qu'un but utilitaire, son vocabulaire assez restreint permet de resserrer la signification des mots. Aussi, ne sera-t-il généralement attribué à chaque vocable qu'un sens.

L'ordre des mots dans les phrases est également fixé à l'avance.

Les principes de la *Langue Bleue* sont ainsi formulés :

- 1 lettre — 1 son ;
- 1 mot — 1 sens ;
- 1 classe (de mots) — 1 aspect.
- 1 phrase — 1 construction.

Ces quatre règles-bases engendrent la concision, la précision, la clarté et la rigidité, qualités indispensables à un idiome artificiel pratique. G. D.

Nous avons reçu :

Le Triomphe de la Raison, par Romain Rolland, drame en 3 actes, un vol. 3 fr. (Editions de la revue d'art dramatique, 5, rue Rougemont).

La Loi universelle, par A. Beauchery.

Les Lois sociales devant le Droit naturel, par O. Dugast, 0.75 (Giard et Brière, éd., 16, rue Soufflot).

La Philosophie naturelle, par le Dr W. Nicati, un vol. 3 fr. 50 (Giard et Brière, éd., 16, rue Soufflot).

Vues contemporaines de sociologie et de morale sociale, par Henry Lagresille, un vol., 5 fr. (Giard et Brière, éd., 16, rue Soufflot).

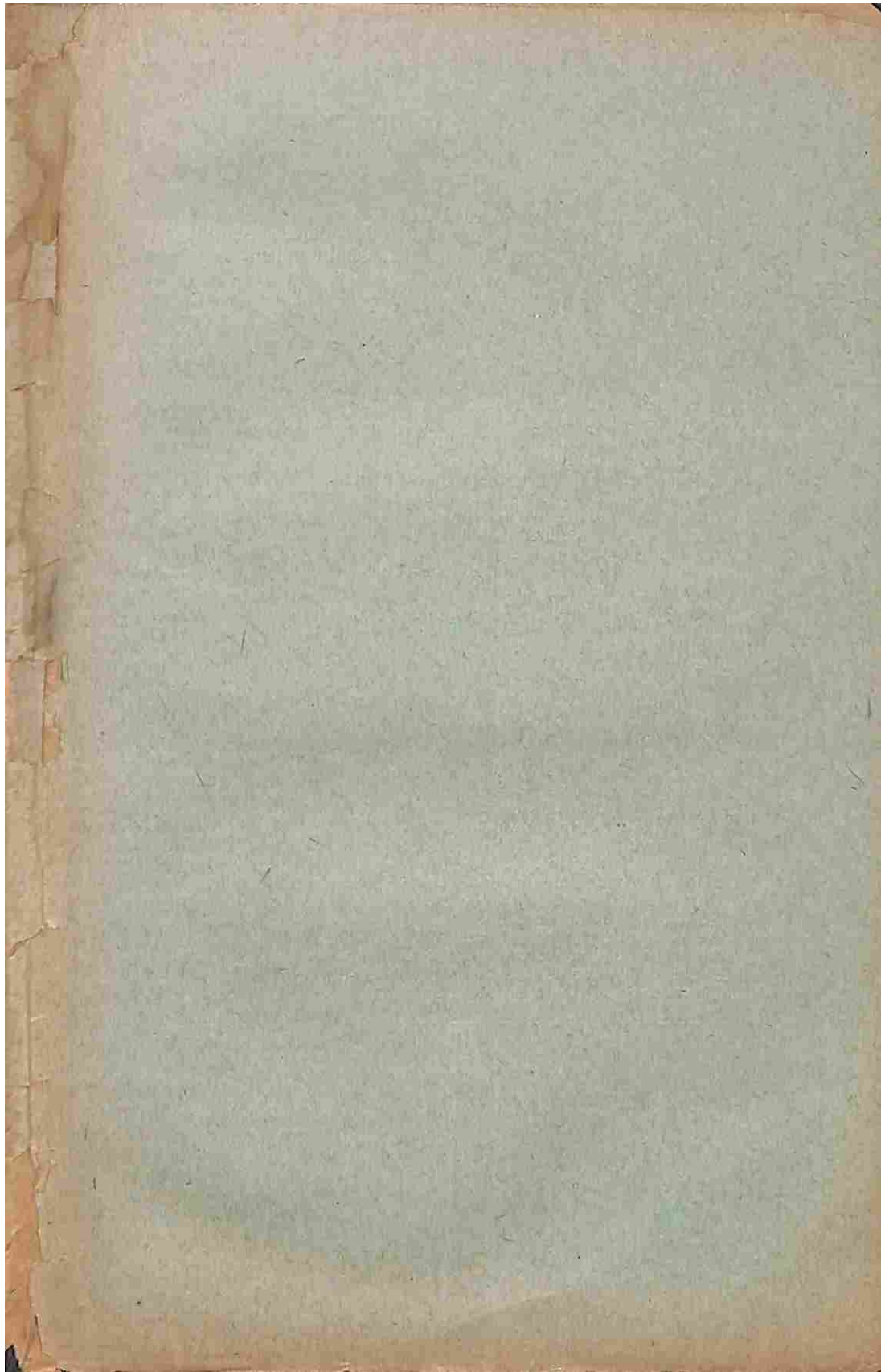
Les Accidents du travail, commentaire de la loi du 9 avril 1898, par Henry Perrette et Charles Florentin, un vol., 4 fr. (Giard et Brière, éd., 16, rue Soufflot).

Le Roi de l'or, roman politique, par Monroc-Vermont, un vol. 3 fr. 50. (Société libre d'édition des Gens de lettres, 30, rue Laffitte).

SOUSCRIPTION EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION DES IDÉES

Société des Universités populaires

Nous avons reçu : précédemment, 24,624 fr. 55 ; M. Brocadet, 5 fr. ; M. Pacquemon, 50 fr. ; Mme Carlos Haffner, 16 fr. ; M. Marrot, 6 fr. ; M. Weill-Martignan, 20 fr. ; Mme Kieffer, 10 fr. ; M. Buisson, 10 fr. ; M. Marchand Levy, 10 fr. ; M. Lehmann, 6 fr. ; M. Créhange, 6 fr. ; Anonyme, 5 fr. ; M. Henri Cahen, 10 fr. ; M. Pataud, 16 fr. ; MM. Samuel, Wahl et Dreyfus, 20 fr. ; M. H. Monod, 6 fr. ; Mme Alexandre, 10 fr. ; M. Picard Alfred, 20 fr. ; M. Paul Crémieux, 10 fr. ; M. Alexandre, 10. ; Mme Jean Durenne, 20 fr. ; M. Barbé, 5 fr. ; Mme Gabrielle Charrier, 6 fr. ; Mme David, 6 fr. ; M. Alexandre, 6 fr. ; M. H. Bloch, 6 fr. ; M. Simon Bauer, 10 fr. ; M. Albert Cerf, 10 fr. ; M. Georges Zunz, 10 fr. ; M. Edouard Zunz, 10 fr. ; M. Brüll, 10 fr. ; M. W. Enoch, 10 fr. ; M. Daniel Enoch, 15 fr. ; M. F. Meyer, 20 fr. ; Mlle Cécile Simon, 10 fr. ; Mme Simon, 100 fr. ; Anonyme, 50 fr. ; M. Ch. Rabouin, 50 fr. ; M. A. Luc, 200 fr. ; M. L. Emden, 200 fr. ; M. Victor Place, 200 fr. ; M. M. Simon, 6 fr. ; M. Salvador Olivetti, 6 fr. ; Anonyme, 6 fr. ; M. E. S., 100 fr. ; M. Adam Levy, 6 fr. ; M. Edmond Lazard, 6 fr. ; M. Abraham Dreyfus, 6 fr. ; MM. les Elèves de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, 100 fr. ; M. Morizet, 6 fr. M. Ottensooser, 12 fr. ; M. Negropontés, 10 fr. ; M. Le Carpentier, 10 fr. ; M. Gutmann, 6 fr. ; Mlle Gutmann, 6 fr. ; M. Bloch, 6 fr. ; M. Cahen, 10 fr. ; M. de Carbonnel, 5 fr. ; M. J. Girardet, 6 fr. ; Mlle Olivier, 20 fr. ; M. Brissaud, 10 fr. ; M. Schneider, 6 fr. ; Anonyme, 6 fr. ; M. Duclos, 6 fr. ; Mme Haviland, 7 fr. ; M. Sincère Rosenwald, 5 fr. ; M. Feuchtwanger, 6 fr. ; M. Klein, 6 fr. ; M. Baggio, 50 fr. ; Mlle Blanck, 20 fr. ; M^e Jarry, 6 fr. ; Mme Dreyfus, 10 fr. ; *Université populaire de Marseille*, 10 fr. — Total : 26,312 fr. 55.



A LIRE

L'Arbitrage entre Nations, 10, rue Pasquier.
Le Bulletin de l'Union pour l'Action morale, 6, impasse Ronsin.
Le Mercure de France, 3, rue de l'Echaudé Saint-Germain.
La Revue Blanche, 23, boulevard des Italiens.
La Revue de l'Ecole d'anthropologie, 13, rue de l'Ecole de Médecine.
La Revue de la Société d'Etudes philosophiques et sociales, 1, place Jussieu.
La Revue des Revues, 12, avenue de l'Opéra.
Revue Encyclopédique, 17, rue Montparnasse.
Le Volume, 5, rue de Mézières.
La Revue Philosophique, 108, bd St-Germain.
La Revue Internationale de Sociologie, 16, rue Soufflot.
Revue de la Prévoyance et de la Mutualité, 78, rue Bonaparte.
Les Temps nouveaux, 140, rue Mouffetard.
L'Ermilage, 16, rue du Sommerard.
Le Relèvement social, 2, rue Balay, à St-Etienne.
La Revue Socialiste, 78, passage Choiseul.
La Revue Occidentale, 40, rue Monsieur-le-Prince.
La Résurrection, à Saint-Raphaël (Var).
L'Alcool, 3, rue de Pontoise.
La Paix par le Droit, rue Monsieur-le-Prince.
La Lumière, 96, rue Lafontaine.
Simple Revue, 41, boulevard Haussmann.
L'Emancipation, 1, rue Duguesclin, à Nîmes.
Le Moniteur des Syndicats ouvriers, 41, rue Madame.
Manuel général de l'Instruction primaire, 79, boulevard Saint-Germain.
La Philosophie de l'avenir, 90, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.
La Rénovation, 104, rue de Rosny, à Montreuil-sous-Bois.
La Revue idéaliste, 21, rue Saint-Dominique.
La Revue scientifique et morale du Spiritisme, 5, rue Manuel.
La Revue du Brésil, 56, rue Saint-Georges.
Le Bulletin des Sommaires, 44, rue Beaunier.
L'Initiation, 3, rue de Savoie.
La Vie Moderne, 83, Bd Sault.
Le Réformiste, 18, rue du Mail.
Le Bonheur du Foyer, 39, rue de Moscou.
Journal du Magnétisme, 23, rue Saint-Merri.
Le Sauveteur, moniteur du courage et des belles actions, 78, rue Mozart.
Le Mouvement Socialiste, 17, rue Cujas.
Le Sillon, 188, rue de Grenelle.
La Revue Jeune, 12, place Morand, à Lyon.
La Montagne, 8, boulevard des Tranchées, Genève.
L'Œuvre, 76, avenue de Romans, Valence-sur-Rhône.
La Jeunesse Socialiste, 2, rue du Taur, Toulouse.

LE COURRIER DE LA PRESSE

PARIS — 21, Boulevard Montmartre, 21 — PARIS

Directeur: A. GALLOIS

Le COURRIER de la PRESSE lit 6,000 journaux par jour